



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
22 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-huitième session

Genève, 12-23 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 23 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président	2
L'investissement au service du développement: Incidences des modes de production des sociétés transnationales sans participation au capital	2

Résumé du Président

L'investissement au service du développement: Incidences des modes de production des sociétés transnationales sans participation au capital

(Point 9 de l'ordre du jour)

1. À la suite des observations liminaires de M. Anthony Mothae Maruping, Président du Conseil du commerce et du développement, M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, a fait une déclaration liminaire et M. James Zhan, Directeur de la Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED, a présenté un résumé du *World Investment Report 2011*. Le thème du rapport – modes de production internationale sans participation au capital (SPC) – a été abordé par divers intervenants, dont les présentations ont été suivies d'un débat. Ces intervenants étaient les suivants, par ordre d'intervention: a) M. Cristino L. Panlilio, Ministre philippin du commerce et de l'industrie; b) M. Hugo Sigman, Chemo Group (Argentine); c) M^{me} Harriet Lamb, The Fairtrade Foundation (Royaume-Uni); et d) M. Mark Casson, Université de Reading (Royaume-Uni).

2. Les participants se sont félicités de la publication par la CNUCED du *World Investment Report 2011*, sous-titré «Modes de production internationale sans participation au capital et développement». Le rapport indiquait que si les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) en 2010 s'étaient établis à 1,2 milliard de dollars, on était encore très loin du niveau record de 2 milliards de dollars d'avant la crise, en 2007. De plus, ces flux avaient été inégalement répartis: quelques régions en développement avaient enregistré de bons résultats, tandis que l'Afrique et les pays en développement sans littoral, par exemple, avaient accusé une baisse de leurs entrées d'IED. Pour la première fois, les flux d'IED vers les pays en développement avaient été supérieurs aux flux vers les pays développés; par ailleurs, les investissements Sud-Sud continuaient de progresser sensiblement. Les accords d'investissement continuaient de se multiplier, rendant le système plus complexe pour les gouvernements comme pour les investisseurs. Dans le même temps, on notait une certaine progression du protectionnisme en matière d'investissement.

3. Les exposés des intervenants et les débats ultérieurs ont porté sur les modes de production internationale des sociétés transnationales sans participation au capital – ampleur, caractéristiques, principaux acteurs, incidences sur le développement. Il a été reconnu que dans le monde d'aujourd'hui, les politiques visant à améliorer l'intégration des pays en développement et des pays en transition dans les chaînes mondiales de valeur devaient aller au-delà de l'IED et du commerce et tenir plus particulièrement compte de modalités contractuelles telles que les modes de production sans participation au capital. Les intervenants ont notamment décrit des modes de production SPC dans quelques domaines fondamentaux, dont la délocalisation de systèmes de gestion, l'agriculture contractuelle et les concessions de licences. Ces exemples concrets illustraient la dynamique de divers types de modes de production SPC – on pouvait également citer la sous-traitance manufacturière et le franchisage – et la richesse des possibilités qu'ils offraient aux pays en développement et à leurs entreprises de s'intégrer dans les chaînes mondiales de valeur, ou de progresser au sein de ces chaînes. Les stratégies d'investissement des pouvoirs publics devaient s'appuyer à la fois sur les modes de production SPC et sur l'IED.

4. Les risques et les enjeux associés aux modes de production SPC ont également été évoqués. Les participants sont convenus qu'il fallait diminuer ces risques et que les gouvernements pouvaient aider à promouvoir les modes de production SPC. Ils ont en outre

souligné qu'il était important d'optimiser les avantages et de réduire les coûts de ces modes de production, notamment de trouver un juste équilibre entre les intérêts des différents acteurs, par exemple pour protéger les agriculteurs, les travailleurs et l'environnement.

5. Les délégations ont formulé un certain nombre de recommandations générales et particulières. Il a notamment été demandé à la CNUCED:

a) De poursuivre ses travaux de recherche et d'analyse sur l'IED et les modes de production SPC, y compris dans le cas des pays en développement souhaitant accéder aux chaînes mondiales de valeur;

b) D'identifier les politiques et les meilleures pratiques permettant d'optimiser les avantages et de réduire les coûts des modes de production SPC pour les pays en développement et les pays en transition;

c) De poursuivre ses travaux sur d'autres aspects de l'IED, y compris les meilleures pratiques et une bonne gouvernance pour la promotion de l'IED, la réalisation d'examen de la politique d'investissement et la fourniture d'une aide aux pays économiquement vulnérables pour l'élaboration de guides de l'investissement;

d) De continuer de fournir une assistance technique pour la collecte de statistiques, la recherche et l'analyse concernant l'IED.
